



CONCOURS 2010
PROMOTION
DE L'ÉTHIQUE
PROFESSIONNELLE
ROTARY - CGE
CONFERENCE
DES GRANDES ÉCOLES

« Prix Régional »
District 1700

MENTION SPECIALE
Concours National
Remis le 26 mai à
l'UNESCO

La place de l'éthique au sein de sociétés plus durables



Institut National des Sciences Appliquées

Pierre Cizos-Natou

Année universitaire 2009/2010

Approche :

Dans mon école, un dispositif intéressant appelé Parcours Professionnel Individualisé nous aide à établir notre profil et à nous interroger sur les différentes fonctions de notre futur métier. Pour autant, il ne nous est jamais demandé de réfléchir sur la façon dont nous pourrions nous épanouir professionnellement tout en aidant nos sociétés à être plus juste. Mon rôle d'acteur professionnel est-il vraiment distinct de mon rôle de citoyen ? En répondant négativement à cette question, cet essai m'a profondément aidé à décider comment et dans quel but je m'efforcerai à travailler.

Cet essai abordera donc l'éthique professionnelle en menant une réflexion sur la possibilité de faire coïncider la finalité de nos activités économiques et sociales. La solution proposée sera soumise à une question essentielle : « Celle-ci peut-elle permettre à l'humanité de se développer durablement ».

Résumé :

Les pays occidentaux, aidés par la mondialisation, tendent à répandre leurs modes de vie et surtout leur modèle économique. Avec ce système, beaucoup de pays en développement et émergents affichent des taux de croissance positifs, parfois importants, ce qui témoigne d'une augmentation du niveau des richesses et un recul de la misère. Néanmoins, dans les pays développés, le bien-être des populations ne croît plus, ou trop peu. Dès lors, comment justifier l'acharnement de nos nations à faire du profit ?

Afin de relancer le progrès social, cet essai propose d'intégrer la société et l'économie sous une seule et même finalité : promouvoir le bonheur de l'homme. Pour y parvenir, tous les acteurs de la vie économique doivent avancer vers ce nouvel objectif. Se demander comment agir et dans quelle fin, c'est déjà faire preuve d'éthique. L'offre doit répondre aux besoins et non aux demandes de la société. L'homme est libre d'acheter tout ce qu'il désire; produisons d'abord ce qui l'épanouit. Mais ce n'est pas suffisant, nous devons également progresser tout en assurant le bien-être intergénérationnel. Et c'est justement en luttant contre l'hyperconsommation, qui ne contribue guère au progrès social, que le système socio-économique proposé pourrait bien être soutenable.

Afin de promouvoir les changements d'attitude requis, cet essai propose d'instaurer de nouveaux indicateurs de performances économiques, incluant entre autres des mesures du bien-être objectif comme subjectif, mais aussi de modifier la façon dont on éduque les futurs citoyens pour qu'ils s'intéressent aux conséquences de leurs activités professionnelles sur la société et l'environnement. En effet, l'éducation ne peut se soustraire à son rôle de promoteur d'éthique professionnelle.

Bibliographie succincte :

The economist. « Progress and its perils: onwards and upwards », 19/12/09- 01/01/10,
George A. Akerlof & Robert J. Shiller, « Animal Spirits », Princeton Press, 2008.
Antón Costas, « Reglas, ética y modernización económica », *El País.com*.
Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, « Rapport de la Commission sur la
mesure des performances économiques et du progrès social », août 2009.

Lucie Davoine, « L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ? », *Centre d'Etudes de l'Emploi*, février 2007.

John P. Ulhoi & Henning Madsen, « Sustainable Development and Sustainable Growth: Conceptual Plain or Points on a Conceptual Plain? », *The Aarhus School of Business*, Danemark, 1999.

Traduits par Courrier International et parus courant 2009:

Amitai Etzioni, « Libérons-nous de l'hyperconsommation », *Prospect*, Londres.

Amartya Sen, « Relisons donc Adam Smith », *Financial Times*, Londres.

Eric Zensey, « Pour en finir avec le PIB », *The New-York Times*, New-York.

Richard Layar, « La politique du Bonheur », *Financial Times*, Londres.

Introduction :

Le développement durable repose sur l'intégration des enjeux économiques, environnementaux et sociétaux en ne compromettant pas l'existence des futures générations. Le développement durable est une nécessité absolue puisque toute autre forme de développement est vouée à s'éteindre. L'utilisation des ressources naturelles non renouvelables, les inégalités toujours croissantes dans les pays riches ou le désir d'une croissance économique sans fin sont des exemples du caractère insoutenable de nos sociétés.

Des pratiques non-durables ne peuvent être éthiques puisqu'elles bafouent le droit de vie inaliénable des futures générations. Est-il alors possible de faire preuve d'éthique dans nos professions étant donné la prépondérance des objectifs économiques dans les entreprises ou les pouvoirs publics? Se conduire avec éthique c'est accepter que la fin ne justifie pas les moyens. Cet essai s'attachera à démontrer que l'on doit repenser la finalité même de nos économies –avant même de se poser la question du comment agir- si l'on veut inciter les responsables économiques à agir avec éthique.

Alors qu'actuellement la plupart des initiatives de développement durable sont portées sur les enjeux environnementaux, cet essai appuiera sur la nécessité d'intégration entre société et économie. Cette autre facette fondamentale du développement durable ne jouit pas pour l'heure du même intérêt que la précédente. On verra pourtant que l'aborder est promoteur d'une nouvelle éthique professionnelle au service du progrès sociale.

I) L'économie doit se remettre au service du progrès social:

1) Constats à propos du capitalisme actuel :

La croissance économique apparaît comme la finalité première de toute entreprise. Bien que les questions sociales soient toujours abordées par les gouvernements, la croissance économique est une préoccupation majeure. Une nation avec une forte croissance économique est considérée comme un modèle de réussite. Cette perception du succès est également vraie pour beaucoup d'individus qui cherchent en premier lieu l'accumulation de biens. Paradoxalement, un certain nombre de personnes parvenant à un excédent matériel ne sont pas heureuses. Au sein d'une entreprise, l'homme capable de

faire fructifier le capital réussit, même lorsque cela exige des sanctions pénibles sur le « capital humain ». Aujourd'hui, le capital doit se reproduire.

Dans un monde où la population augmente, où des populations n'ont toujours pas accès à des produits vitaux et d'autres encore à un minimum de comforts matériels, il ne semble pas déraisonnable que l'économie mondiale cherche à croître. Etant donné la répartition inégalitaire des richesses produites et la misère qui en découle, force est de constater que la croissance économique mondiale n'a malheureusement pas pour finalité première le bien-être des populations. Toutefois, il faut admettre que la croissance économique est moteur de bien-être dans les pays en développement ou émergents puisqu'elle apporte des richesses à des populations nécessiteuses. Ce constat était aussi vrai dans les sociétés occidentales d'après-guerre. Néanmoins, plusieurs études montrent qu'il n'y a plus de corrélation entre augmentation des revenus et bien-être des individus. Dans les pays riches où l'économie est performante, les inégalités se creusent.

2) Reconcevoir la finalité de nos activités économiques :

Faire fructifier le capital pour que les populations atteignent une bonne qualité de vie ne semble alors pas la plus absurde des stratégies et continue certainement à être valable dans certaines régions du monde. Cependant, cette stratégie me semble à présent obsolète dans les pays développés et c'est pour cela que j'invoque le besoin de moderniser le but de nos activités économiques.

L'idée défendue dans cet essai est donc la nécessité pour l'homme de reconsidérer ses priorités notamment quand il revêt l'uniforme d'acteur économique : le but premier des acteurs économiques doit être de promouvoir le bonheur individuel et collectif. La rentabilité doit être vue comme un moyen au service de cette finalité. Ce virement idéologique offrirait une solution pour mettre fin aux conflits d'intérêts entre la société, dans laquelle chaque homme est à la recherche du bonheur, et l'économie actuelle. Stimuler le bien-être et le bonheur jusque dans les entreprises replace les intérêts de l'homme au sein de l'économie.

Reste à noter que cette approche est nécessaire mais pas suffisante à faire de ce monde un système durable. Par exemple, le commerce équitable qui est une démarche éthique, promotrice de bien-être et soucieuse d'équité entre les peuples et parfait accord avec la finalité présentée. Néanmoins et considérant les ressources consommées au cours des longs trajets pour le transport de petits volumes de production, cette démarche a certaines incompatibilités avec le développement durable. Des compromis sont à faire.

3) Repenser le progrès comme un processus de développement durable:

Du progrès d'aujourd'hui...

La perception actuelle du progrès est biaisée du fait qu'elle est principalement assimilée à la croissance de biens matériels, à l'innovation et à la liberté de consommer. Si l'introduction du confort est un réel progrès, l'hyperconsommation n'en est pas un simplement parce qu'elle n'est pas source d'épanouissement. Cet essai combat la consommation de masse puisqu'il dissocie liberté et consommation et en font des moyens d'accès au bonheur et non des fins en soi. De plus, l'engouement pour la consommation excédentaire, et donc le pouvoir d'achat, tend à concentrer les richesses.

L'innovation est très peu sujette à des réflexions éthiques justement parce qu'elle agit comme stimulus sur l'offre et la demande. Certaines avancées scientifiques ont un impact négatif sur le bien-être des individus ; on innove également en matière de produits financiers et cela crée des crises de confiance qui se transforment en crise mondiale. Le progrès social est largement dissocié des enjeux économiques. Reconcevoir le progrès et la perception du succès est par conséquent un enjeu éthique.

...vers un progrès plus qualitatif

La terre est un système fini à ressources limitées. Les entrées physiques étant limitées, les lois de conservation de la masse et de l'énergie impliquent que les sorties soient limitées. La recherche perpétuelle de croissance quantitative est par conséquent une utopie et elle est non durable puisqu'elle nous emmènera à dépasser –si ce n'est pas déjà fait- la capacité des écosystèmes à se renouveler. Tout au plus peut-on aspirer à améliorer l'état de la technologie afin d'augmenter le rendement des processus mis en jeu dans nos activités économiques. Arrêter une vision quantitative du progrès -tout du moins dans les pays développés- et se focaliser sur le qualitatif est donc la seule issue soutenable pour nos activités économiques comme sociales qui devraient d'ailleurs être pensées ensemble. Remettre le bien-être des populations au cœur de nos processus économiques s'inscrirait dans le développement durable du fait que cela apprendrait à l'homme de demain à se satisfaire d'un progrès plus qualitatif. L'être (le bien-être) l'emporterait alors sur l'avoir (le matérialisme) et la responsabilité sociale surgirait dans la culture d'entreprise. Réfléchir plus qualitativement est donc source d'éthique.

En outre, beaucoup d'entreprises -et notamment des établissements financiers- prétendent faire du développement durable par le simple fait d'investir dans le « vert ». En plus de véhiculer une image réductrice du développement durable dans l'opinion publique, certaines de ces entreprises sont non-conformes avec celui-ci car leurs motivations économiques sont quantitatives et elles n'apportent pas plus de considérations sur le bien-être des employés que les autres. Il faut dénoncer cette instrumentalisation à des fins marketings du « développement durable » et instaurer des codes déontologiques dans ces entreprises afin qu'elles soient vraiment des perspectives d'avenir.

Il est nécessaire de préciser que le progrès tel qu'il est redéfini ici ne prône pas l'immutabilité ni même la monotonie. Le mot « développement » inclut cette dynamique. L'entrepreneuriat, l'innovation, ou même l'investissement seront toujours au cœur de nos activités économiques. Cet essai entend montrer à quel point s'orienter vers un développement durable est stimulant intellectuellement.

Cette première partie a montré comment intégrer, dans une perspective durable, les besoins de nos sociétés avec les enjeux économiques grâce à un changement de finalité de nos activités économiques. La seconde partie de l'essai aborde les transformations clés à opérer pour amorcer le virement idéologique requis.

II) Quelques transformations clés pour induire une éthique professionnelle durable:

1) Etablir de nouveaux indicateurs de progrès social:

Offrir de nouveaux outils de décisions

Il a déjà été dit que le PIB est une mesure prépondérante dans nos sociétés modernes. L'importance accordée à cette mesure macroéconomique se retrouve à l'échelle microéconomique dans les efforts entrepris par les acteurs économiques pour faire du profit et accroître leur capital. L'éthique veut que l'on réfléchisse sur les conséquences de nos actes et on a vu qu'il est temps de considérer des critères comme le bien-être ou l'impact sur l'environnement dans nos processus de décisions. L'éthique professionnelle, quant à elle, s'attache plus à définir des codes de bonnes conduites afin de guider les responsables économiques et techniques dans leurs agissements. Pour mettre en œuvre la réflexion éthique menée dans cet essai, il est donc nécessaire de leur fournir des outils permettant de juger du bon comportement à prendre. Dans l'ignorance, on peut comprendre que l'homme soit amené à faire de mauvais choix.

Alors que la crise battait son plein, Nicolas Sarkozy a réuni une Commission sur la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social, présidée par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, et regroupant de nombreux économistes et spécialistes des sciences sociales. Ils sont partis du constat suivant : « Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait ; or, si les mesures sont défectueuses, les décisions peuvent être inadaptées ». En analysant les limites du PIB, ils en ont conclu qu'il faut passer « d'un système de mesure privilégiant la production à un système orienté sur la mesure du bien-être des générations actuelles et à venir ». Ils proposent notamment d'intégrer des mesures de l'évolution de la qualité des produits, les dimensions objectives et subjectives du bien-être, la façon dont les richesses sont réparties, le patrimoine, la durée de temps de travail et même la soutenabilité (capacité à se maintenir dans le temps).

En outre, ils proposent d'élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes ce qui, par exemple, permettrait de rendre compte de l'entraide des gens ou de l'éducation des enfants ; ces services assurés gratuitement n'entrent pas en compte dans la production telle qu'elle est mesurée aujourd'hui.

On voit immédiatement les bienfaits sur le progrès social. Si de telles mesures caractérisaient nos résultats d'activité, il est fort probable que nous agirions moins individuellement. En effet, en changeant la nature du résultat à atteindre ; pour s'accomplir personnellement, par exemple réussir professionnellement, on tendrait aussi à agir pour l'intérêt commun. On voit ici une réalisation concrète de ce qui avait été formulé auparavant comme un changement de finalité dans nos activités économiques. L'homme cherche à réussir dans sa vie professionnelle et à être heureux dans sa vie sociale ; il faut lui offrir l'opportunité de le faire en contribuant au bien-être commun.

Les enjeux intellectuels de ces nouvelles mesures

La commission reconnaît tout de même que des outils de mesures solides et faibles n'existent pas encore surtout là où des éléments subjectifs subsistent. Face à ce manque, Richard Layard, professeur à LSE, croit que les progrès récents dans les neurosciences offrent une lueur d'espoir. Rappelons que recourir raisonnablement à la science requiert cependant une profonde réflexion éthique.

Ne pas investir dans la recherche de tels outils est de toute façon irresponsable si l'on aspire à des sociétés durables. Ceci exige de se pencher sur des questions éthiques dans les milieux de recherche fondamentale et appliquée. La recherche doit-elle être forcément rentable économiquement ? Avec l'idéologie présentée dans cet essai, le processus de décision qui déterminerait si les pouvoirs publics ou les entreprises privées investissent dans de telles recherches tiendrait compte, certes, de la rentabilité économique –puisque dépenser sans compter n'est pas une pratique soutenable- mais aussi d'autres facteurs comme ceux évoqués. Les processus de décisions ne seront peut-être pas entrepris de façon plus rationnelle mais ils seront plus éthiques.

Les mesures proposées par la commission sont de nature macroéconomique. Il faut également se pencher sur des indicateurs utilisables à l'échelle de l'entreprise. De tels indicateurs aideraient les établissements et professionnels responsables en les dotant d'une image de marque à condition que le monde de la communication s'empare du débat. L'univers des médias et de la communication, milieu plutôt éduqué, doit également se concerter sur son éthique professionnelle. On voit là un exemple des nombreuses réflexions éthiques suscitées par le virement idéologique proposé.

Evidemment, il réside le risque de manipulations des chiffres tout comme lors des exercices comptables : promouvoir l'éthique professionnelle reste un combat permanent.

2) Réformer l'éducation des futures générations : solution à long terme

Il y a 250 ans, Adam Smith encourageait la mise en place de marchés sans oublier que « l'humanité, la justice, la générosité, et le sens civique sont les qualités les plus utiles à autrui ». Il y plus d'un demi siècle, John M. Keynes avait mis au cœur de sa pensée l'irrationalité de l'homme et proclamait que la répartition des richesses était utile à la croissance ; les politiques ont ignoré ces aspects, laissant les marchés de plus en plus libres, le résultat étant un capitalisme qui s'effondre de temps à autre (position défendue dans le livre « animal spirits » de George A. Akerlof et Robert J. Shiller). Bon nombre d'économistes, dont les écrits m'ont aidé à étayer ma thèse, déplorent le manque de réglementations et de codes de bonnes conduites. Ces exemples ne mettent en valeur que trop bien le fossé entre les intellectuels avisés et les acteurs économiques qui mettent en œuvre des conseils remaniés. Revoir la façon dont on éduque les futurs membres de la vie active peut être un remède.

Insuffler le goût pour l'éthique aux prochaines générations

Le fondement et l'ambition de cette sous-partie sont les mêmes que ceux du concours auquel répond cet essai. Il est plus efficace de promouvoir une nouvelle éthique professionnelle -allant dans le sens d'une humanité plus heureuse, équitable et durable avec une perception différente du progrès et du succès- auprès des jeunes esprits. Toutes les options s'offrent encore à nous et nous n'avons pas d'engagements professionnels handicapants. Pour faire le bon choix, il faut être informé. Au cours du présent raisonnement, je me suis interrogé sur la finalité -autre qu'économique- de mon futur travail et sur les conséquences de mes actes sur la société (et l'environnement). Il est dommage que tout étudiant n'ait pas l'opportunité de dédier du temps à faire de la sorte. Nous apprenons des arts et techniques qui ne sont que des outils mis au service d'une finalité non soutenable. Les plus chanceux auront une carrière qui contribuera à leur épanouissement individuel mais cela manquera encore d'une finalité collective durable de grande échelle.

Il faut susciter la réflexion très tôt en renforçant l'éducation civique et la sensibilisation aux enjeux environnementaux chez l'enfant. Mettre l'éthique -activité intellectuelle moins évidente- à l'ordre du jour est essentiel dans les milieux universitaires qui forment la majeure partie de nos décideurs, chercheurs et enseignants. L'acceptation d'un système socio-économique plus juste et soutenable comme celui avancé ici se fera plus facilement.

Décloisonner les disciplines intellectuelles

Avec les récents événements, le secteur financier est présenté comme la source de beaucoup de maux. L'ingénieur critique le « trader » mais offre au capitalisme tous les moyens de production dont il a besoin pour entretenir la consommation. Une solution efficace, pour prendre conscience que nous

contribuons tous à cet état de fait, serait d'organiser des ateliers de réflexion interuniversitaires et interdisciplinaires. Des cours interuniversitaires existent mais, pour la plupart, ne favorisent pas l'échange d'idées entre les étudiants. Avec les moyens de communication actuels, raisonner sur la société de demain et le monde professionnel avec des pairs étrangers est envisageable comme moyen efficace de lutter contre le manque de coopération internationale. Pour ma part, j'ai établi avec un de mes professeurs d'organiser un débat sur le présent essai avec mes camarades de classe : les opportunités de stimuler la réflexion éthique sinon philosophique sont bien là, il faut simplement en avoir conscience.

Quelques rééquilibrages sont aussi à faire dans les enseignements actuels. Par exemple, dans tout bon manuel de management est abordée la « responsabilité sociale » de l'entreprise. Pourtant, je ne me rappelle pas que cet aspect du management (l'art de décider) ait été mentionné lors d'un de mes cours ; seule ma curiosité me l'a apporté. Les écrits existent mais restent secrets. En économie, il serait souhaitable que le concept de « demande » soit bien différencié de celui de « besoin réel », qu'une réflexion sur l'équité accompagne les théories sur la détermination des salaires... D'une façon générale, les théories et pratiques enseignées s'inscrivent dans l'idéologie dominante. Cela forme des jeunes diplômés compétitifs sur le marché du travail actuel mais qui ont tendance à dissocier les intérêts sociaux et environnementaux de ceux économiques dans leur vie professionnelle.

Conclusion :

Il y a beaucoup à faire dans tous les corps de métiers afin de promouvoir une éthique professionnelle qui aille dans le sens du développement durable. Pour ce faire, il est crucial de solliciter des spécialistes en provenance de tous les champs intellectuels humains afin d'établir une vision holistique du développement durable. Il faut en particulier veiller à ne pas négliger les enjeux sociaux qui incombent au développement durable au profit des enjeux environnementaux qui sont certes urgents. Dans l'extrême, à quoi bon une planète « verte » où les hommes s'entre-tueraient ? Avec une vision systémique du développement durable, on voit bien qu'agir pour un aspect bénéficie à l'autre.

De ce fait, il serait bon de cesser d'agir selon la finalité actuelle de nos économies qui n'est pas soutenable. L'idéologie dominante ne contribue plus, tout du moins dans les pays développés, au progrès social et épuise les écosystèmes.

Sans aucune prétention d'exhaustivité, les mesures présentées dans cet essai ont été sélectionnées parce qu'elles peuvent être implémentées par les gouvernements et permettent donc des changements structurels de grande ampleur. Néanmoins, le faible niveau de coopération intergouvernementale affiché lors du sommet de Copenhague donne de bonnes raisons d'être pessimiste sur la capacité des gouvernements à faire plier les acteurs économiques ; probablement parce que les politiques eux-mêmes accordent trop d'importance à la sphère économique. C'est pour cela qu'encourager les réflexions éthiques interdisciplinaires et internationales dans les milieux universitaires semble une solution plus réalisable quoiqu'à plus longue échéance.

19995 signes (espace compris)